

DECLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA-EDUCATION AU CTSD DU 3/02/2012

Monsieur l'inspecteur d'académie,

L'objectif de ce CTSD est de préparer la rentrée 2012 sur la question de l'emploi public dans nos écoles et collèges de notre département.

Or notre profond attachement aux services publics, et à celui de l'Education tout particulièrement, fait que notre fédération se montre aujourd'hui en colère, quant à la politique éducative destructrice menée par ce gouvernement, au sort réservé à l'Ecole de la République, à celui de nos élèves et des personnels du monde éducatif

La rentrée 2012 va s'effectuer avec 5500 suppressions d'emplois dans le second degré et 5100 postes d'enseignants en moins dans le 1er degré même si, de l'aveu-même du ministère, les effectifs vont augmenter de près de 3000 élèves dans le 1^{er} degré.

Comment préparer sereinement la rentrée 2012, avec de telles contraintes budgétaires ?
Ce dogme aveugle et incohérent du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux frappe durement le service public le plus proche des français.

L'école publique est un investissement, la garante du maintien de l'unité nationale et le creuset éducatif pour la jeunesse de notre pays.

Toucher l'école dans sa substance, c'est aggraver la crise, c'est frapper l'avenir, c'est mépriser la jeunesse.

Cette saignée nationale se décline dans notre département par une perte :

Dans le 1^{er} degré de 34 postes

Encore une fois, au nom de la solidarité académique, le Puy de Dôme paye un lourd tribut en termes de retrait d'emplois alors que les effectifs prévisionnels font état d'une hausse de 117 élèves.

Encore une fois des choix vont être opérés pour rentrer dans cette enveloppe

Pour tenir la promesse présidentielle de ne pas fermer de classes, nous voyons, au fur et à mesure de la tenue des CTSD dans différents départements, que plusieurs leviers sont actionnés par l'administration :

- suppression des remplaçants,
- « optimisation » - comprenez par ce terme- réduire les moyens des réseaux d'aide,
- Diminution de la scolarisation des enfants de 2 ans,
- Augmentation les effectifs par classe.

Le Puy de Dôme échappera-il à cette logique ?

En tout cas, ces vagues successives de suppressions d'emplois et les leviers actionnés ont des conséquences visibles dans notre académie et dans notre département.

Deux exemples pour l'illustrer :

D'après les indicateurs de gestion du 1^{er} degré 2010-2011, l'académie de Clermont-Ferrand se retrouve, avec 18.22% d'emplois d'enseignants du 1^{er} degré en préélémentaire, en dernière position de l'ensemble des académies. A titre de comparaison les académies de Caen et de Besançon (qui ont globalement le même nombre d'emplois) sont loin devant avec respectivement 27.13 % et 26.63 % d'emplois. Nous voyons bien que des choix ont été faits localement qui ne favorise pas la maternelle : seuils élevés de création, politique d'accueil des 2 ans fortement remis en cause depuis maintenant plusieurs années.

De même, en termes d'emplois pour la prévention et le traitement de la difficulté scolaire où le Puy de Dôme est en 53^{ème} position avec 3.99% des emplois alors que par le passé, il occupait la tête du classement. Là encore, nous abandonnons une politique locale volontariste pour glisser vers la moyenne nationale.

Avec un retrait de 34 postes, c'est bien une dégradation des conditions de travail des enseignants et des élèves qui nous sera proposé.

Dans le second degré

Tout d'abord notre fédération constate que les opérations de préparation de la rentrée 2011 n'ont donné lieu qu'à un seul CTPD collège pour la répartition des moyens en février 2011. Aucun travail paritaire sur les BMP ou les compléments de service, aucun bilan des mesures d'ajustement en juin. Nous demandons donc pour la préparation de la rentrée 2012 le rétablissement d'un groupe de travail afin de traiter des compléments de services et des blocs de moyens provisoires de manière croisée dans le but d'améliorer au maximum les conditions de travail des collègues concernés. Nous déplorons également que la partie étude des moyens collèges et SEGPA pour la rentrée 2012 ne fasse pas l'objet d'un CTSD spécifique.

Concernant la rentrée prochaine dans les collèges du Puy de Dôme, 529 élèves en plus sont prévus et l'enveloppe diminuera de 62 heures soit environ 3.5 postes (chiffres donnés en CTA). Les conditions d'accueil, de travail des personnels et la qualité du service rendu seront encore une fois dégradés. En 2008 les collèges du 63 avaient un H/E de 1.32, il sera à la rentrée prochaine de 1.24.

Pour rentrer dans l'épure gouvernementale, les leviers classiques sont actionnés

- Prévision du nombre d'élèves sous évaluée.
- Effectifs des classes surchargés.
- Volume d'HSA conséquent, souvent difficile à placer compte tenu des contraintes particulières ; et dont la déclinaison dans les établissements entraine souvent des tensions et des effets néfastes sur l'ensemble des personnels et sur la dynamique des établissements.

Et un élément nouveau le non respect des horaires officiels définis par les textes. En effet l'an dernier déjà, 0.5 heure par division en 5e 4e a disparu. Cette année c'est une heure d'IDD en 5e et 4e qui n'est pas donnée. Cette mesure représente un retrait de 419 heures.

Enfin, nous nous interrogeons sur les fortes disparités constatées au niveau des heures données au titre de l'autonomie. Il y a là une opacité qui pose question. Doit-on y voir le résultat des dialogues de performances et les premiers effets de la mise en concurrence des établissements ? Politique de gestion a laquelle notre fédération est totalement opposée.

L'école n'est plus qu'un gisement d'économies.

L'UNSA Education condamne vigoureusement cet amoindrissement du service public d'éducation et appelle tous les personnels à se mobiliser sur le terrain pour faire obstacle à cette politique destructrice.